

Rwanda : la France expropriée de son Centre culturel de Kigali ?

Afrikarabia

Par Jean-François Dupaquier, le 15 avril 2014

Après des négociations infructueuses avec l'ambassade de France, la Ville de Kigali aurait repris le Centre d'échanges culturels franco-rwandais (CECFR) pour en faire un centre d'affaires.

Pendant le régime du président Habyarimana (1973-1994), Paris a construit à Kigali un somptueux Centre culturel. Au principal carrefour de la capitale, entre le complexe religieux de la Sainte-Famille et l'Hôtel des Mille collines, l'équipement a longtemps constitué l'unique bibliothèque publique de la capitale, l'unique cinéma, l'unique grande salle de spectacle (environ 500 places). Au début du génocide, le Centre culturel français abrita l'état-major de l'Opération Amaryllis d'évacuation des expatriés. Les employés rwandais y furent abandonnés.

Par la suite, le Centre culturel – modestement rebaptisé Centre d'échanges culturels franco-rwandais – a été l'otage des relations difficiles de Paris avec le Front patriotique rwandais. Le bâtiment fut fermé en novembre 2006 avec la rupture des relations diplomatiques à l'initiative de Paul Kagame, après l'émission des mandats d'arrêt internationaux du juge "antiterroriste" Jean-Louis Brugière, au terme d'une instruction bâclée et manipulée par le mercenaire Paul Barril.

Au rétablissement des relations diplomatiques en 2009, après trois ans d'abandon, le Centre culturel, en mauvais état, était menacé des bulldozers : la ville de Kigali avait prévu de l'intégrer dans le centre d'affaires qui commençait à se construire. Il apparut alors qu'une partie du terrain d'assiette n'avait jamais fait l'objet d'une cession à la France. Le Rwanda acceptait de "passer l'éponge" si le Centre culturel était intégré dans un immeuble d'au moins une dizaine d'étages dans ce lieu stratégique de la capitale.

En 2011, l'ambassadeur de France au Rwanda promit de démarrer la construction d'un « Institut français » dans le cadre d'un partenariat avec des capitaux asiatiques pour environ 25 millions de dollars. Entretemps, la salle de spectacle avait été abandonnée à une société de production audiovisuelle rwandaise, dans l'espoir d'amadouer les autorités.

L'incapacité de Paris à tenir ses engagements et la nouvelle dégradation des relations avec Paris depuis l'élection de François Hollande ont sonné le glas du Centre d'échanges culturels franco-rwandais. Selon nos informations, l'ambassade de France a reçu notification que le site était définitivement repris par la Ville de Kigali à compter du lundi 14 avril 2014. Cette décision aurait été prise quelques jours avant l'incident diplomatique qui a vu Paris refuser la venue de Christiane Taubira aux cérémonies de la XXe commémoration du génocide des Tutsi à Kigali.

L'école française Antoine de Saint-Exupéry, également fermée entre 2006, et 2010, pourrait se voir à son tour menacée. Sa fermeture sonnerait définitivement le glas des espoirs de voir le Rwanda conserver sa place dans la francophonie, et poserait inévitablement la question de la pertinence d'une ambassade de France au Rwanda.